



SOMMAIRE :

• ACTUALITES INTERNATIONALES :

1. *Evocation d'une troisième guerre mondiale, par Aoun, devant la ligue arabe*
2. *Quand Trump donne le vertige au vieux continent*
3. *Abe assène au monde sa leçon de « Trumpolitik »*
4. *Netanyahou à Washington pour évaluer sa marge de manœuvre sur la question palestinienne*

• LES ENJEUX DE LA DEFENSE FRANÇAISE :

1. *La France a impérativement besoin d'un deuxième porte-avions*
2. *Souveraineté de l'armement*

• INDUSTRIE ET ECONOMIE :

Gazprom contre l'Europe ou l'inverse ?

• GRANDS PROBLEMES DE DEFENSE ET DE SECURITE:

1. *« Des polluants retrouvés au plus profond des océans »*
2. *« Le monde occidental ne sait plus qui il est »*

Jacques Raimond

ACTUALITÉS INTERNATIONALES :

1 – L’actualité de défense, en cette semaine 06, c’est cette évocation d’une troisième guerre mondiale, par Aoun, devant la ligue arabe :

(paru dans l’Orient le Jour et dans Liban Niooz)

« Le Liban est prêt à assumer son rôle au sein de la famille arabe », a fait savoir le chef de l’État libanais.

Le président libanais Michel Aoun a entamé mardi la deuxième journée de sa visite officielle en Égypte en se rendant au siège de la Ligue arabe où il a évoqué une « Troisième guerre mondiale partielle », lors d’une allocution prononcée aux côtés du président de la Ligue, Ahmad Aboul Gheit. « Les circonstances actuelles nous rappellent celles de la Seconde guerre mondiale. A l’époque, les responsables arabes avaient pris des mesures qui unissaient leurs pays. Et en 1945, la Ligue arabe voyait le jour », a dit M. Aoun devant les membres de l’organisation. « Si la charte de cette Ligue avait été respectée, de nombreux conflits futiles auraient été évités », a-t-il estimé. « Aujourd’hui, nous vivons une Troisième guerre mondiale partielle véhiculée par un terrorisme qui prend pour prétexte la religion et provoque des guerres destructrices pour l’humanité, dont les retombées ont affecté notre Ligue arabe », a regretté le président libanais. Et d’ajouter : « La pensée sioniste a réussi à faire du conflit israélo-arabe un conflit arabo-arabe, même un conflit interne entre les fils d’une même nation arabe. Cela doit nous pousser à préserver Jérusalem et son cachet islamo-chrétien ».

Retrouvez l’intégralité de l’article avec ce lien :

<http://liban.niooz.fr/aoun-evoque-devant-la-ligue-arabe-une-quot-troisieme-guerre-mondiale-quot-15312809.shtml>

et

<https://www.lorientlejour.com/article/1035057/aoun-evoque-devant-la-la-ligue-arabe-une-troisieme-guerre-mondiale.html>

2 – Quand Trump donne le vertige au vieux continent (La Tribune, Florence Autret, à Bruxelles)

Comment répondre à la rhétorique méprisante du nouvel occupant de la Maison Blanche à l'égard de Bruxelles ? Les Européens hésitent entre l'incrédulité et les déclarations d'intention et... ne changent rien. « Non ! Pas lui ! », se sont écriés, en substance, les députés européens début février après les déclarations tonitruantes du futur ambassadeur américain auprès de l'Union européenne. Invité de la BBC, Ted Malloch venait de déclarer : « Dans une vie antérieure, où j'occupais un poste diplomatique, j'ai contribué à abattre l'Union soviétique. Peut-être qu'il y a une autre union qui a besoin d'être domptée. » Cinq jours plus tard, les présidents des principaux groupes politiques au Parlement écrivaient aux présidents du Conseil européen et de la Commission, Donald Tusk et Jean-Claude Juncker : « *Nous pensons que les personnes qui estiment que leur mission est de perturber ou de dissoudre l'Union européenne ne devraient pas être accréditées comme représentant officiel auprès de l'Union européenne* ». À défaut d'avoir pu empêcher l'élection de Donald Trump, les députés aimeraient que le Conseil européen et la Commission n'accréditent pas cet intrus. La Commission a répondu aux demandes des parlementaires en rappelant qu'il n'y avait « *pas de nomination, par conséquent pas de demande d'accréditation et (que), en conséquence, ces questions étaient totalement hypothétiques* ». Il est vrai que le précédent ambassadeur avait été nommé près de dix mois après la deuxième investiture du président Obama et confirmé encore cinq mois plus tard par le Sénat.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

<http://www.latribune.fr/opinions/blogs/vu-de-bruxelles/quand-trump-donne-le-vertige-au-vieux-continent-637591.html>

3 – En visite aux États-Unis, le Premier ministre japonais a obtenu de nombreuses assurances du nouveau président américain : Abe assène au monde sa leçon de « Trumpolitik » (L'Orient le Jour – Anthony Samrani)

La lune de miel sur les greens a ressemblé à une leçon de realpolitik. Sourires insistants, poignées de main appuyées, compliments obligés, « high five » forcé, le Premier ministre japonais Shinzo Abe n'a pas fait les choses à moitié pour satisfaire son hôte, le président américain Donald Trump. L'opération de séduction a porté ses fruits. Et M. Abe a quitté la Floride après avoir obtenu ce qu'il voulait : la certitude que les États-Unis n'ont pas l'intention de remettre en question la solide alliance qui les unit au Japon depuis plus d'un demi-siècle. « Je veux que tout le monde comprenne et soit conscient du fait que les États-Unis sont derrière le Japon, son grand allié, à 100 % », a déclaré samedi le président américain en compagnie de son invité. Le combat n'était pas gagné d'avance pour le Premier ministre japonais. Durant la campagne électorale, le candidat des républicains avait menacé de revenir sur le traité de sécurité américano-japonais, reprochant notamment à son allié de ne pas suffisamment contribuer financièrement au coût du parapluie militaire américain. En coulisses, plusieurs officiels japonais ne cachaient pas à l'époque leurs craintes de voir le milliardaire américain l'emporter, qualifiant cette possibilité de « menace pour l'équilibre du Japon et de l'Asie pacifique ». Tokyo n'a toutefois pas mis beaucoup de temps à s'adapter à cette nouvelle donne. Alors qu'une partie des dirigeants européens étaient encore sous le choc, comme paralysés par l'élection du « Donald », M. Abe s'est précipité à la Trump Tower de New York pour assurer l'avenir des relations américano-nipponnes. Il a tout fait depuis pour préserver ses relations avec le 45^e président américain, jusqu'à cette seconde rencontre, qui fait de lui le dirigeant étranger ayant passé le plus de temps avec le nouveau locataire de la Maison-Blanche. Les deux leaders trouvent leur compte dans cette nouvelle amitié. Critiqué de toutes parts sur la scène internationale, notamment après son décret interdisant aux ressortissants de sept pays à majorité musulmane l'accès au territoire américain, Donald Trump dispose en la personne de M. Abe d'un allié de choix, peu susceptible de lui reprocher sa politique compte tenu de la tradition de

Tokyo en matière d'immigration. Le locataire du bureau Ovale rassure ses alliés républicains en leur prouvant sa capacité à gérer les affaires internationales et à préserver les relations des États-Unis avec ses alliés. Mais le grand gagnant de l'affaire reste Shinzo Abe. Non seulement il a convaincu le président américain de réaffirmer la solidité de l'amitié américano-nipponne, mais il a probablement contribué à calmer ses ardeurs vis-à-vis de Pékin. Le Premier ministre japonais souhaite que les États-Unis endiguent la montée en puissance de la Chine en Asie-Pacifique, mais ne veut pas pour autant déclencher les hostilités avec Pékin. Tokyo sait que la remise en question de la politique de la Chine unique, hypothèse évoquée par Donald Trump, aurait constitué une ligne rouge pour Pékin, susceptible de déstabiliser la région. Le revirement à 180 degrés du président américain, qui a promis jeudi dernier à son homologue chinois Xi Jinping que les États-Unis allaient respecter le principe de la Chine unique, a certainement rassuré Tokyo. En matière diplomatique, le président américain est en train de mettre de l'eau dans son vin, et ce n'est pas pour déplaire à M. Abe. Ce dernier a conscience de l'importance stratégique de la présence américaine en Asie pacifique pour contrer la politique de puissance menée par Pékin, notamment en mer de Chine, même si Tokyo n'est pas directement concerné. M. Abe a d'ailleurs eu un motif de satisfaction supplémentaire en poussant M. Trump à réaffirmer que le Traité de sécurité américano-japonais s'appliquait à l'archipel des Senkaku, appelé Diaoyu en chinois et revendiqué par Pékin. Peu importe finalement la politique interne de M. Trump, le Premier ministre japonais sait qu'il a absolument besoin de lui. Habile diplomate, il aura prouvé tout au long du week-end sa capacité à traiter avec le dirigeant le plus imprévisible du moment, adepte de la diplomatie du tweet et accessoirement homme le plus puissant de la planète.

4 – Netanyahu à Washington pour évaluer sa marge de manœuvre sur la question palestinienne (Le Monde, Piotr Smolar)

C'est entendu : Israël est un Etat souverain. Mais la visite officielle de Benjamin Nétanyahou à Washington, à compter du mardi 14 février, revêt une importance rare, à la fois pour son

destin politique et celui de son pays. En rencontrant le nouveau secrétaire d'Etat Rex Tillerson mardi, mais surtout Donald Trump à la Maison Blanche le lendemain, le chef du gouvernement israélien vient chercher, en quelque sorte, sa lettre de cadrage auprès du protecteur américain. L'heure est enfin venue ; la brume doit se lever, un mois après l'investiture. M. Nétanyahou veut mieux cerner la ligne que compte suivre Washington dans le conflit israélo-palestinien et sur les colonies en Cisjordanie, mais aussi sa vision des équilibres régionaux et son plan face à la menace iranienne.

Retrouvez l'intégralité de l'article avec ce lien :

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/02/14/netanyahou-a-washington-pour-evaluer-sa-marge-de-man-uvre-sur-la-question-palestinienne_5079195_3218.html

LES ENJEUX DE LA DÉFENSE FRANÇAISE :

1 – La France a impérativement besoin d'un deuxième porte-avions (Proche&Moyen-Orient-Online , Richard Labévière)

Les candidats à la primaire du Parti socialiste y font fait allusion cinq petites secondes : notre pays a impérativement – oui, impérativement – besoin d'un deuxième porte-avions. Malheureusement, les questions pressées des journalistes – notamment sur l'avenir personnel de Bachar al-Assad – n'ont pas laissé le temps aux concurrents de développer cette question pourtant essentielle, non seulement en termes de défense, de crédibilité stratégique et de diplomatie, mais aussi en matière d'emplois, de recherche, de diversification économique, sinon de croissance. En reparlerons-nous au cours de cette campagne bien étrange ? Rien n'est moins sûr... Le porte-avions (PA) constitue l'instrument de projection de puissance et de souveraineté par excellence. A l'heure actuelle, douze pays possèdent un ou plusieurs PA ou porte-aéronefs

de capacité plus ou moins importante et beaucoup de projets de construction sont lancés, que ce soit en Chine, en Inde ou en Russie notamment. Depuis 2001, avec la mise en service du Charles de Gaulle (*CdG*), la France s'est imposée comme la seconde nation dans le monde (avec les Etats-Unis) à posséder un PA à propulsion nucléaire : en clair, ce qui se fait de mieux dans le domaine. Et dans le paysage européen également, notre pays reste définitivement le seul à pouvoir aligner un PA à part entière, nos autres partenaires ne disposant que de porte-aéronefs aux capacités plus limitées. Tandis que le *CdG* devrait encore rester en service jusqu'en 2041, il est temps de prévoir la construction d'un second porte-avions (PA-2). Au fil du temps, le dossier du PA-2 s'est transformé en une espèce de monstre du *Loch Ness* dont on parle de temps à autre lorsqu'il fait surface avant qu'il ne replonge dans les profondeurs abyssales des priorités électorales. De plus en plus rares sont les opportunités et les cercles où aborder cette question, également évacuée, sinon occultée par les *Livre Blanc* successifs consacrés à notre Défense et à notre Sécurité. De moins en moins de militaires tiennent la plume, tandis que les experts civils sollicités (hauts fonctionnaires, universitaires, chercheurs, etc.) se rattachent tous – peu ou prou – à une même école néo-conservatrice qui se soucie de la souveraineté de la France comme d'une guigne...

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<https://prochetmoyen-orient.ch/la-france-a-imperativement-besoin-d-un-deuxieme-porte-avions/>

2 – Souveraineté de l'armement (Christina Mackenzie – FOB Blog)

Le sujet ci-dessous a été rédigé à partir de l'article de Daniel Argenson, directeur adjoint de l'IHEDN, paru dans le magazine des ingénieurs de l'armement n° 110 (<http://www.caia.net/page/517/la-revue>)

La question de la souveraineté occupe aujourd'hui largement le débat public, en particulier avec les crises que traverse l'Union Européenne depuis quelques années (économique, migrants,

sécurité, Brexit...). L'UE, construction *sui generis* à la limite d'un État fédéral, exerce aujourd'hui des compétences régaliennes dans des secteurs stratégiques (énergie, environnement, chimie, agriculture). Le Conseil constitutionnel distingue clairement transferts de compétences et transferts de souveraineté, et n'a pas considéré qu'il s'agissait là d'une érosion de la souveraineté de la France. Les États décident du reste souverainement de présenter leur candidature ou au contraire de quitter le statut de membre.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<http://forcesoperations.com/souverainete-de-larmement/>

INDUSTRIE ET ÉCONOMIE :

1 – G azprom contre l'Europe ou l'inverse ? (La Tribune – François Lévêque)

Visite des tuyaux et des groupes de l'univers du gaz, entre monopoles et géopolitique ; un marché sous pression sur lequel les relations entre Gazprom et l'Europe sont tendues. Par François Lévêque, Professeur d'économie, Mines ParisTech – PSL La flamme bleue de votre chauffe-eau ou de votre cuisinière brûle peut-être du gaz venu de l'Oural. Demain, il proviendra possiblement des États-Unis. Idem pour l'électricité : une partie est produite grâce au gaz russe et dans le futur les centrales européennes pourraient tourner avec du gaz de schiste américain. Cette perspective n'enchante ni Gazprom, premier fournisseur de l'Europe, ni le Kremlin, son patron. Bienvenue dans le grand jeu gazier mondial !

Le monde d'avant

Longtemps, le gaz naturel n'a voyagé qu'enfermé dans des tuyaux. Pas massivement transporté dans des méthaniers, bateaux spéciaux ainsi baptisés, car le gaz naturel est essentiellement

composé de méthane (un atome de carbone et quatre d'hydrogène, CH₄, vous vous souvenez sans doute de la formule du plus léger des hydrocarbures). Il y a plus longtemps encore, le gaz consommé ne provenait pas du sous-sol, mais de la distillation de la houille. Cette primauté historique du gaz manufacturé pour éclairer les villes explique pourquoi on parle de gaz naturel alors que l'on ne dit jamais pétrole naturel ou bauxite naturelle. Longtemps, le gaz naturel n'a pas connu de concurrence (autre que celle avec d'autres sources d'énergie, en particulier le charbon et le fioul). En simplifiant à peine, dans chaque pays d'Europe une seule société gazière nationale s'occupait de tout, du transport dans de grands, puis dans de petits tuyaux, jusqu'à la commercialisation au consommateur final. Parfois même, elle incluait la production, lorsqu'il y en avait comme en Hollande, mais pas toujours (en France, Elf Aquitaine produisait à Lacq et GdF s'occupait du reste). À défaut ou en complément de ressources autochtones, la société gazière nationale s'approvisionnait auprès d'un ou plusieurs fournisseurs, des sociétés d'État également, à l'instar de la Sonatrach algérienne ou du russe Gazprom. Dans le cas d'un acheteur et d'un vendeur uniques, deux monopoles sont donc face à face. Cette situation, dite de monopole bilatéral, a longtemps été mal aimée de l'économie, car elle n'aboutit pas à un équilibre de marché. Il n'y a pas une quantité et un prix qui s'imposeraient aux parties comme dans les cas de la concurrence parfaite, du monopole simple, ou de l'oligopole. Il y a plusieurs solutions, une infinité même, et celle qui est choisie dépend de qui est le plus fort. Si le pouvoir de négociation est du côté de l'acheteur, le prix sera bas, s'il est du côté du vendeur, le prix sera haut.

Le monopole bilatéral

Longtemps, le monopole bilatéral a trompé les économistes les plus chevronnés et des solutions incorrectes ont été enseignées dans les meilleurs manuels de microéconomie.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/gazprom-contre-l-europe-ou-l-inverse-636551.html>

GRANDS PROBLÈMES DE DÉFENSE

ET DE SÉCURITÉ :

1 – Des crustacés contaminés à haute dose par des substances d’origine industrielle ont été découverts dans la fosse des Mariannes, à plus de 10 000 mètres de fond. Une nouvelle illustration de l’empreinte de l’homme sur la planète : « Des polluants retrouvés au plus profond des océans » (Le Temps – Pascaline Minet)

Avec des profondeurs pouvant dépasser les 10 000 mètres, les fosses océaniques font partie des milieux les plus inaccessibles de notre planète. On pourrait donc les croire à l’abri des perturbations venues de la surface. Las, les organismes qui y vivent sont eux aussi victimes de la pollution, comme le révèle une nouvelle étude publiée dans la revue «Nature ecology & evolution». Des petits crustacés prélevés dans la fosse des Mariannes présentent des concentrations étonnement élevées en PCB, des polluants industriels très toxiques. Une observation qui souligne l’étendue de l’impact humain sur l’environnement. Située au-delà de la zone abyssale, la zone océanique dite hadale (du nom de Hadès, le dieu grec des enfers) comprend des fosses plongeant au-delà des 6000 mètres de fond. La plus profonde d’entre elles est la fosse des Mariannes, dans l’ouest du Pacifique: elle atteint près de 11 000 mètres. Longtemps méconnus, ces milieux ont commencé à être explorés il y a quelques décennies, avec l’arrivée de submersibles plus perfectionnés. La fosse des Mariannes a ainsi été visitée pour la première fois en 1960 par le Suisse Jacques Piccard et l’Américain Don Walsh à bord du bathyscaphe Trieste. Les explorateurs se sont rendu compte que ces fosses abritent une étonnante biodiversité, et cela en dépit de conditions de vie particulièrement rudes, avec une température oscillant autour de 1°C et une pression 1000 fois plus importante qu’à la surface. Pour la nouvelle étude, des chercheurs de l’Université écossaise d’Aberdeen ont envoyé des robots pilotés depuis la surface dans deux fosses océaniques: celle des Mariannes et celle de Kermadec, dans le sud du Pacifique. A l’aide d’appâts, ils ont attrapé et remonté à la surface des minuscules crustacés appelés amphipodes.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<https://www.letemps.ch/sciences/2017/02/13/polluants-retrouves-plus-profond-oceans>

2 – Pour Philippe Bénéton, dans un grand entretien du Figarovox, « Le monde occidental ne sait plus qui il est ».

FIGAROVOX. – Comment expliquez-vous la crise des démocraties libérales que nous traversons? Est-elle liée à ce que vous appelez «le dérèglement moral de l'Occident»?

Philippe BENETON. – Oui, il me semble. La raison première est celle-ci: la pensée dominante ne reconnaît au fond que deux catégories légitimes d'êtres humains, l'humanité et l'individu. La société politique ne saurait donc s'appuyer sur ce qui est commun à tous ses membres: des mœurs, une histoire, des références. Au contraire la diversité est une richesse comme ne cessent ou ne cessaient de le dire le président Obama, le Premier ministre Trudeau et tant d'autres. Mais plus la diversité s'entend, plus se réduit ce que les hommes ont en commun. Comment alors faire en sorte que des hommes, qui à la limite ne partagent rien sinon une égale liberté, s'accordent pour vivre en paix et coopérer les uns avec les autres? La réponse élaborée par les Modernes et radicalisée à l'époque contemporaine est celle-ci: puisqu'il faut renoncer à tout accord sur les règles de vie, il faut tabler sur des règles du jeu. La démocratie libérale prend alors un nouveau sens, elle devient une simple mécanique, elle se définit uniquement par des procédures. Pour l'Europe, qui fut une civilisation commune, la table rase s'impose. Mais les peuples font de la résistance. Le multiculturalisme suppose que tout le monde peut s'entendre avec tout le monde, l'accord sur les règles du jeu suffit. Tout le monde vraiment? Voyez les Serbes et les Croates, les Israéliens et les Palestiniens, les Flamands et les Wallons, les Grecs et les Turcs, les hindous et les musulmans etc. Prenez par ailleurs l'exemple donné par l'Union européenne telle qu'elle est pensée à Bruxelles depuis les années 2000: ce qui unit les Européens, ce sont seulement les règles qu'impliquent les droits de l'homme et le principe sacro-saint de la «concurrence libre et non faussée». Pour le reste, qui fut une civilisation commune, la table rase s'impose. L'Europe a vocation à devenir l'Europe des individus, elle se

doit d'être ouverte à tous les vents. Mais les peuples font de la résistance. Dans ce monde, les procédures règnent et les vertus s'effacent. D'un autre côté, dans un monde où les procédures règnent et les vertus s'effacent (au profit du relativisme des valeurs), les acteurs se sentent moins tenus. La crise morale touche la politique comme elle touche les médias, l'économie, les sciences ou pseudo-sciences, les relations quotidiennes... Certains journalistes sans doute jouent les professeurs de morale politique, mais qui contrôle ces journalistes ?

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2017/02/10/31001-20170210ARTFIG00247-philippe-beneton-le-monde-occidental-ne-sait-plus-qui-il-est.php>